Mme Chaynesse KHIROUNI. – Vous avez absolument le droit de poser toutes les questions d'actualité que vous souhaitez et il me semble que, depuis ma présidence, en juillet 2021 et ce nouveau mandat, vous avez pu poser toutes les questions et qu'aucune question n'a été refusée et que vous avez pu avoir et entendre l'ensemble des réponses à vos questions. Quant à la réflexion que vous nous faites en considérant que vous êtes du côté mauvais de la barrière, c'est votre sentiment. Vous le dites bien. C'est votre sentiment. Et ces propos n'engagent que vous puisqu'aucun de mes propos, aucun des propos de mes collègues n'évoque cette question-là. Quant au rapprochement d'un certain nombre d'idées et de positions avec l'extrême-droite, oui, bien sûr qu'il y en a et ils ont été écrits, écrites et notamment concernant, justement, les sujets autour de la téléalarme et du portage de repas. Je le dis et je le redis. J'attends évidemment et je propose un apaisement, mais j'attends aussi un retour sur ce qui a été dit, clairement écrit sur les réseaux sociaux, notamment les injures qui ont, en plus, suscité des commentaires haineux et violents. Vous aurez donc une réponse. Il n'y a pas de problème. Donc. Marie-José AMAH vous propose une réponse à votre question.

Mme Marie-José AMAH. – Merci. Madame la Présidente, chers collègues, chère Sylvaine, si je comprends ton indignation et ton souci, que je connais, de protéger les enfants qui nous sont confiés, je souhaiterais t'inviter à un peu plus de tempérance dans les conclusions que tu tires à la lecture d'un article de presse forcément parcellaire. Et cela ne rend pas justice à l'action des professionnels de l'aide sociale à l'enfance qui ont dû effectivement mener une mission délicate. Nous sommes dans un État de droit et, nous, nous en sommes heureux et, dans cet État de droit, il y a effectivement des règles, notamment autour du contrôle de nos établissements. Le contrôle que nous avons déclenché sur le lieu de vie Gouvernail, à Mousson, découle, suit, obéit à ces règles. Le contrôle du lieu de vie qui accueillait 7 jeunes a été engagé sur la base d'un plan de contrôle dans le cadre duquel j'ai souhaité que les lieux de vie et d'accueil soient priorisés. Principalement parce qu'ils bénéficient d'un cadre juridique moins contraignant que les maisons d'enfants à caractère social. Je te rappelle que, dans le cadre de notre projet départemental, nous avons décidé de doter la collectivité d'un contrôle autonome avec des contrôleurs assermentés. Elle s'est mise en place début 2023. Ces contrôles ont porté sur plusieurs structures médico-sociales. Catherine pourrait préciser. Depuis 2023, le nombre et le périmètre des contrôles ont été intensifiés. 6 structures accueillant des mineurs confiés à l'aide sociale à l'enfance ont été contrôlées, soit 24 unités de vie, soit 180 enfants concernés. Depuis le début de notre mandat, deux lieux de vie vont être définitivement fermés. En juin 2024, le contrôle de Gouvernail a été engagé indépendamment de toute alerte de professionnels de l'ASE ou de partenaires. Il convient, et c'est important, d'avoir à l'esprit que cette association était pourvu d'une double autorisation avec le Département de la Moselle. C'est d'ailleurs à notre initiative que la Moselle a mené un contrôle concomitant au nôtre sur le site de sa responsabilité, alors qu'elle n'en était pas du tout, au début, convaincue. A l'issue de ces visites, dès le 15 juillet, 13 injonctions immédiates ont été notifiées à l'association sur le site meurthe-et-mosellan de Mousson au regard de nombreux dysfonctionnements, tu l'as dit. Dans le même temps, nous avons demandé que chaque référent accentue son suivi et s'assure des conditions de vie des jeunes confiés à Gouvernail. Le 9 août donc moins d'un mois après, notre mission de contrôle a exercé son droit de suite et intervient une nouvelle fois. Elle fait le constat que certaines injonctions ont été respectées et d'autres non. Cependant, à cette date, il n'était pas constaté de situation de danger imminent et grave pour les enfants accueillis de nature à justifier en droit une mesure de fermeture. J'insiste bien en droit. Je poursuis ma chronologie des faits. Le 22 août, je procède à un rappel des injonctions notifiées en précisant que la non-mise en œuvre entraînerait forcément des sanctions et des décisions quant à la gouvernance. C'est ici qu'intervient la double autorisation. Les échanges avec le Conseil départemental de Moselle, même s'ils étaient cordiaux, étaient basés sur des positions diamétralement éloignées. En septembre, nous décidons donc, pour respecter cette double autorisation de repartir sur un travail avec les

responsables de l'établissement afin d'essayer de les amener, de manière intelligente et la plus adaptée possible, à une fermeture ou à une reprise par un autre opérateur. Ceci était très important parce qu'il nous fallait éviter une rupture, toujours difficile pour les enfants, et surtout penser à la suite, essayer de ne pas renoncer à des places. Vous savez qu'elles sont précieuses sur le département.

Tout cela, malheureusement, a été vain. La suite, vous la connaissez. Nous avons décidé progressivement de nous détacher de la position de la Moselle, de préparer l'arrêt de la double autorisation, mais surtout de décider de la mise en place d'une administration provisoire. Une administration provisoire, c'est un tiers qui vient sur le site et qui dirige. Ce ne sont plus les actuels permanents qui décident, c'est quelqu'un qui vient de l'extérieur. Ceci nous a pris du temps parce qu'il a fallu trouver les personnes adaptées et professionnelles. Et je vous rappelle qu'on est en fin d'année donc ce n'est pas la période la plus facile pour recruter. Mi-décembre, effectivement, des signalements nous parviennent du 119. Le 18 décembre, nous recevons Monsieur DELHUMEAU. J'insiste encore, la position du CD était bien plus clémente que la nôtre. Pour nous, la décision était actée. Le 20 décembre, la Présidente signait l'arrêté. Des informations préoccupantes nous sont parvenues. Il est à noter que c'est extrêmement rare pour des enfants confiés qu'ils s'adressent au 119. Et, pour moi, c'est une démarche intéressante et importante. Elles ont été prises au sérieux de notre part. Je ne m'étendrai pas, par respect pour ces jeunes et parce que, tu l'as dit, une enquête est en cours pour des faits qui sont susceptibles de faire l'objet de poursuites pénales. Faits, d'ailleurs, qui ne nous ont pas été portés à connaissance par les responsables du lieu de vie. Excusez-moi, je suis décousue, mais j'ai été un petit peu perturbé par ce que s'est passé avant. Je rajouterai que nous avons pris la décision, malgré la signature, le 20 décembre, de ne pas déplacer les jeunes avant Noël. Il nous a semblé difficile de faire arriver des jeunes dans une structure ou de les faire partir le jour de Noël. Donc les jeunes ont quitté le site avant la fin de l'année. Des nouvelles. Les jeunes vont bien. Les deux frères ont pu être accueillis ensemble sur une structure et continuer leur brillante scolarité dans le même établissement. Une jeune fille, qui était effectivement sans arrêt en fugue, a trouvé un mode d'accueil qui lui convient et se pose. Et je pourrais vous donner, en commission, des nouvelles plus précises des jeunes, aujourd'hui. J'ai aussi demandé à recevoir les enfants pour leur expliquer que cette fermeture n'est pas de leur fait, mais surtout pour les inviter à garder confiance dans les adultes qui vont continuer à les accompagner et à prendre des décisions pour eux.

J'en profite pour remercier les référents ASE qui ont dû et su accompagner avec professionnalisme cette inévitable rupture. Je remercie les services de la DEF et les opérateurs qui ont su trouver des solutions sérieuses, adaptées et pérennes pour les enfants. Enfin, je remercie le service de contrôle qui a permis, avec des comptes rendus scrupuleux, courageux et tournés vers les intérêts de l'enfant, nous aider à prendre les meilleures décisions et le plus rapidement possible pour mettre fin à cet accueil. Voilà, cher Sylvaine, la chronologie détaillée.

Je voudrais juste conclure en disant quelque chose. C'est justement à mon sens parce que les enfants se sont sentis en sécurité, qu'ils se sont autorisés à signaler ce qu'ils vivaient. Un contrôle doit, malheureusement, pour ne pas être, sur le plan légal, retoqué, suivre une certaine procédure. Et on l'a fait. On a toujours été attentif. On a fermé dès que ce n'était plus possible de maintenir ouvert. Et je pense que l'échec de cette situation, c'est qu'effectivement, peut-être qu'à un moment donné, les lieux de vie, donc c'est-à-dire des lieux qui accueillent des enfants seuls, quasiment seuls, se sont retrouvés seuls, et qu'il y a peut-être eu des dysfonctionnements que l'on essaie de régler aujourd'hui. Je te remercie.